

STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RAMBOUILLET TERRITOIRES
Conseil communautaire du 17 juin 2024

- Arrêté préfectoral du 12 décembre 2003 n°2003/48/DAD portant création de la CCPFY
- Modification des statuts de la CCPFY (délibération CC0402A05 du 12 février 2004)
- Modification des statuts de la CCPFY (délibération CC0410A05 du 11 octobre 2004)
- Modification des statuts de la CCPFY (délibération CC0509A05 du 28 septembre 2005)
- Modification des statuts de la CCPFY (délibération CC0606AD01 référence nouvelle nomenclature CC0606AD02 du 20 juin 2006) (définition avant le 18 août 2006)
- Adhésion de Saint Arnoult en Yvelines et modification des statuts (délibération CC0609AD06 du 28 septembre 2006)
- Modification des statuts de la CCPFY (siège social) (délibération CC0702AD07 du 12 février 2007)
- Modification des statuts (retrait de l'action générationnelle des CLSH) (délibération CC0912AD03-0312 du 3 décembre 2009)
- Intégration au 1^{er} janvier 2012 de la commune de Ponthévrard dans le périmètre communautaire de la CCPFY (délibération CC1109AD02 du 19 septembre 2011)
- Modification des statuts communautaires (délibération CC1110AD04 du 17 octobre 2011)
- Modification de l'intérêt communautaire (délibération CC1110AD05 du 17 octobre 2011)
- Intégration au 1^{er} juillet 2012 de 6 communes : Bonnelles, Bullion, La Celle les Bordes, Cernay la Ville, Longvillierset Rochefort en Yvelines (délibération CC1111AD02 du 21 novembre 2011)
- Modification des statuts communautaires compte tenu de l'arrivée de 6 nouvelles communes dans le périmètre communautaire (délibération CC1207AD02 du 9 juillet 2012)
- Modification des statuts et de l'intérêt communautaire concernant la fusion des deux offices de tourisme, de l'adoption de l'agenda 21 (délibération CC1210AD03 du 01 octobre 2012)
- Intégration des transcoms des 6 communes entrantes depuis le 1^{er} juillet 2012 et modification de l'intérêt communautaire (délibération CC1212DI01 du 17 décembre 2012)
- Adhésion des communes d'Auffargis, de Saint Léger en Yvelines et de Gambaiseuil à la CCPFY et modification des statuts de la CCPFY à compter du 1^{er} avril 2013 (délibération CC1212AD03 du 17 décembre 2012)
- Représentativité des communes au sein de la CCPFY (délibération CC1306AD02 du 24 juin 2013)
- Modification des statuts au 23 mars 2014 (après renouvellement général des conseils municipaux des 23 et 30 mars 2014) (délibération CC1402AD07 du 10 février 2014)
- Extension de compétences (délibération CC 1409AD06 du 22 septembre 2014)
- Passage de la Communauté de communes en Communauté d'agglomération (délibération CC1409AD07 du 22 septembre 2014).
- Modification des statuts (délibération CC1502AD05 du 9 février 2015)
- Modification des statuts (délibération CC1604AD02 du 11 avril 2016) suite à prise de compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques.
- Approbation des statuts du nouvel EPCI suite à fusion de la CA RT avec la CAPY et la CCE au 1^{er} janvier 2017 (délibération CC1609AD02 du 19 septembre 2016 - arrêté préfectoral n°2016362-0001 du 27.12.2016 portant fusion de Rambouillet Territoires Communauté d'agglomération, de la Communauté de Communes Contrée d'Ablis-Portes d'Yvelines et de la Communauté de Communes des Etangs)
- Représentativité des communes au sein du nouvel EPCI à la fusion de la CA RT, de la CAPY et de la CCE au 1^{er} janvier 2017 (délibération CC1611AD02 du 2 novembre 2016 – Arrêté n°2016363-0001 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du Conseil communautaire de Rambouillet Territoires à compter du 1^{er} janvier 2017)
- Modification des statuts suite au changement de siège de la Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires ; du retrait de Rambouillet Territoires par substitution de la commune de Cernay la Ville du SIVOM de Chevreuse et de l'adhésion de Rambouillet Territoires par représentation de la commune de Cernay la Ville au SEY (délibération CC1709AD05 du 26 septembre 2017)
- Modification des statuts en raison des dernières évolutions législatives et actualisées des compétences, permettant la mise en adéquation avec le contenu de la définition de l'intérêt communautaire

Mis en ligne le 23/09/2024 à 12h22

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 23/09/2024

Application agréée E-legalite.com

AVERTISSEMENT

Dans ce document :

- Lorsque le terme de majorité figure, il s'agit de la majorité simple.
 - Lorsqu'il est fait mention de la majorité qualifiée des conseils municipaux, elle s'exprime par 2/3 des conseils municipaux représentant 50% de la population ou 50% des conseils municipaux représentant 2/3 de la population totale, sauf précisions apportées par les textes.
 - Lorsqu'il s'agit de la majorité qualifiée du Conseil communautaire, elle est de 2/3 des membres présents.
- Les règles précitées ne concernent pas les majorités pouvant être exprimées lors des élections ou désignations des conseillers communautaires dans le cadre des élections municipales.

SOMMAIRE

Page 4

Article 1 – Création-Composition-Intitulé

Article 2 – Objet et compétences de RAMBOUILLET TERRITOIRES -Compétences obligatoires

Page 10

- Compétences facultatives

Page 13

Article 3 – Siègne

Article 4 – Composition du Conseil et répartition des Conseillers communautaires

Page 14

Article 5 – Composition du Bureau

Article 6 – Régime fiscal de la Communauté d'Agglomération

Article 7 – Fonctions de comptable

Article 8 – Mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice des compétences

Article 9 – Adhésion de la Communauté à un syndicat mixte

Article 10 – Adhésion de nouvelles communes à l'EPCI

Page 15

Article 11 – Retrait de communes membres à l'EPCI

Article 12 – Modifications relatives à l'organisation de l'EPCI

Article 13 – Consultation du conseil municipal concerné

Page 16

Article 14 – Durée de la Communauté

Article 15 – Dissolution

STATUTS

Article 1 – Création-Composition-Intitulé

Les communes suivantes : Ablis, Allainville-aux-Bois, Auffargis, Boinville-Le-Gaillard, Bonnelles, Bullion, Cernay la Ville, Clairefontaine-en-Yvelines, Emancé, Gambaiseuil, Gazeran, Hermeray, La Boissière-Ecole, la Celle les Bordes, Les Bréviaires, Les Essarts-Le-Roi, Le Perray-en-Yvelines, Longvilliers, Mittainville, Orcemont, Orphin, Orsonville, Paray Douaville, Poigny-la-Forêt, Ponthevrard, Prunay en Yvelines, Raizeux, Rambouillet, Rochefort en Yvelines, Saint-Arnoult-en-Yvelines, Saint-Hilarion, Saint Léger en Yvelines, Saint-Martin-de-Bréthencourt, Sainte Mesme, Sonchamp, Vieille-Eglise-en-Yvelines qui adhèrent aux présents statuts constituent, au 1^{er} janvier 2017, la nouvelle communauté d'agglomération.

Cet établissement public de coopération intercommunale prend la dénomination de RAMBOUILLET TERRITOIRES.

Article 2 – Objet et compétences de RAMBOUILLET TERRITOIRES

La Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace et de mener à bien son projet de territoire et en maintenir les orientations et les moyens.

Elle exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

COMPETENCES OBLIGATOIRES (art.L.5216-5 du CGCT)	COMPETENCES OBLIGATOIRES (exercées par la Communauté d'agglomération)
1° Développement économique	Développement économique
Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17.	Actions de développement économique des zones d'activités (ZA) dans les conditions prévues à l'article L.4251-17.
Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire	Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique.
Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.	Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.
Promotion du tourisme, dont la création d'office de tourisme.	Promotion du tourisme, dont la création d'office de tourisme.
	Animations intercommunales

Mis en ligne le 23/09/2024 à 12h22

REÇU EN PREFECTURE
le 23/09/2024

Application agréée E-legalite.com

COMPETENCES OBLIGATOIRES (art.L.5216-5 du CGCT)	COMPETENCES OBLIGATOIRES (exercées par la Communauté d'agglomération)
2° Aménagement de l'espace communautaire	Aménagement de l'espace communautaire

SCOT et schéma de secteur	Réalisation de Schéma de cohérence territoriale (SCOT) et de schémas de secteur
PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale	PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
Création et réalisation de ZAC d'intérêt communautaire	Implantation et réalisation de Zone d'Aménagement concerté (ZAC) et de Zone d'Aménagement Différé (ZAD) d'intérêt communautaire

COMPETENCES OBLIGATOIRES (art.L.5216-5 du CGCT)	COMPETENCES OBLIGATOIRES (exerçées par la Communauté d'agglomération)
2° Aménagement de l'espace communautaire	Aménagement de l'espace communautaire

Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code.	Organisation des transports publics réguliers de personnes
--	--

3° Equilibre social de l'habitat	Equilibre social de l'habitat
---	--------------------------------------

PLH	Plan local d'habitat intercommunal (PLHI)
Politique du logement d'intérêt communautaire	Politique du logement d'intérêt communautaire
Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire	
Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat.	
Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées	1° Action d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées 2° Action d'intérêt communautaire en faveur des logements anciens
Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire	

4° Politique de la ville	Politique de la ville
---------------------------------	------------------------------

Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville	Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville
Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance	Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance d'intérêt communautaire.
Programmes d'actions définis dans le contrat de ville	Agir en faveur de la promotion et prévention de la santé

COMPETENCES OBLIGATOIRES (art.L.5216-5du CGCT)	COMPETENCES OBLIGATOIRES (exercées par la Communauté d'agglomération)
5° GEMAPI	GEMAPI
Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement	<p>La compétence s'exerce</p> <p>1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;</p> <p>2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;</p> <p>5° La défense contre les inondations</p> <p>8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;</p>

6° Accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil	Accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil
Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil.	Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil. Réalisation et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.
7° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés	Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.	Collecte, traitement, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés.

COMPETENCES OBLIGATOIRES (art.L.5216-5du CGCT)	COMPETENCES OBLIGATOIRES (exercées par la Communauté d'agglomération)
8° Eau	Eau
Production et distribution d'eau potable	<p>La compétence eau potable s'exerce comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Production d'eau potable</u> La compétence « production d'eau potable » correspond au service public de l'eau au sens de l'article L. 2224-7-1 du CGCT pour la partie comprenant l'extraction de l'eau par captage ou pompage, sa protection depuis le point de prélèvement, son traitement, son stockage et son transport jusqu'aux infrastructures de distribution d'eau potable. A ce titre, l'EPCI assure également la protection de la ressource, par l'établissement des périmètres de protection, le prélèvement de l'eau brute dans le milieu naturel, la potabilisation de l'eau dans des unités de traitement et l'acheminement par des canalisations, le stockage dans des châteaux d'eau ou réservoirs de distribution d'eau potable. Cette compétence inclut la possibilité pour l'EPCI d'acheter et de vendre de l'eau en gros à d'autres personnes morales de droit public ou privé (collectivité, concessionnaire, etc...). 2. <u>Distribution d'eau potable</u> La compétence « distribution d'eau potable » correspond au service public de l'eau au sens de l'article L. 2224-7-1 du CGCT pour la partie comprenant la distribution de l'eau potable depuis les points d'accès des ouvrages et infrastructures rattachés à la production d'eau potable jusqu'aux compteurs des abonnés, de même que la réalisation du schéma de distribution en eau potable.

9° Assainissement	Assainissement
Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8	<p>La compétence assainissement s'exerce comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Assainissement collectif</u> La compétence « assainissement collectif » correspond au service public de l'assainissement au sens de l'article L. 2224-8 I et II du CGCT. 2. <u>Assainissement non collectif</u> La compétence « assainissement non collectif » correspond au service public de l'assainissement au sens de l'article L. 2224-8 III du CGCT relatif aux immeubles non raccordés au réseau public de collecte.

COMPETENCES OBLIGATOIRES (art.L.5216-5 du CGCT)	COMPETENCES OBLIGATOIRES (exercées par la Communauté d'agglomération)
10° Gestion des eaux pluviales urbaines	
Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 et R2226-1 du CGCT	<p>La gestion des eaux pluviales urbaines correspond à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines</p> <p>Le service de gestion des eaux pluviales urbaines assure le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales urbaines et du respect des différentes prescriptions fixées en application de la réglementation en vigueur.</p> <p>R2226-1 du CGCT</p> <p>1° Définit les éléments constitutifs du système de gestion des eaux pluviales urbaines en distinguant les parties formant un réseau unitaire avec le système de collecte des eaux usées et les parties constituées en réseau séparatif. Ces éléments comprennent les installations et ouvrages, y compris les espaces de rétention des eaux, destinés à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales ;</p> <p>2° Assure la création, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et l'extension de ces installations et ouvrages ainsi que le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics.</p> <p>Lorsqu'un élément du système est également affecté à un autre usage, le gestionnaire du service public de gestion des eaux pluviales urbaines recueille l'accord du propriétaire de cet ouvrage avant toute intervention</p>

COMPETENCES FACULTATIVES
(Art. L.5211-17 du CGCT)

COMPETENCES FACULTATIVES
(exercées par la Communauté d'agglomération)

Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire	Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire
Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.	Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire
Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie	Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire	Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
Action sociale d'intérêt communautaire	Action sociale d'intérêt communautaire confiée au CIAS
	1° Aide à la personne à domicile 2° Petite enfance

Mis en ligne le 23/09/2024 à 12h22

REÇU EN PREFECTURE
le 23/09/2024

Application agréée E-legalite.com

COMPETENCES FACULTATIVES (Art. L.5211-17 du CGCT)	COMPETENCES FACULTATIVES (exercées par la Communauté d'agglomération)
Compétence	Définition de la compétence

Electricité et réseaux communautaires	<p>Enfouissement des lignes électriques concédées.</p> <p>La communauté exerce cette compétence, pour les communes de moins de 5000 habitants, par son adhésion :</p> <p>au Syndicat d'Energie des Yvelines (SEY) : pour les communes d'Ablis, Allainville aux Bois, Boinville le Gaillard, Bonnelles, Bullion, Cernay la Ville, Clairefontaine en Yvelines, Emancé, Gambaiseuil, Gazeran, Hermeray, La Boissière Ecole, La Celle les Bordes, Longvilliers, Mittainville, Orcemont, Orphin, Orsonville, Paray Douaville, Poigny la Forêt, Ponthévrard, Prunay en Yvelines, Raizeux, Rochefort en Yvelines, Saint Hilarion, Saint Martin de Bréthencourt, Sainte Mesme, Sonchamp et Vieille Eglise en Yvelines, excepté pour Auffargis, Les Bréviaires et Saint Léger en Yvelines.</p> <p>Les communes des Essarts le Roi, du Perray en Yvelines, de Rambouillet et de Saint Arnoult en Yvelines ne relèvent pas de la compétence communautaire.</p>
Action pour le compte des communes membres hors intérêt communautaire	<p>La Communauté peut agir à la demande d'une commune membre, hors intérêt communautaire, à la condition de lui facturer le coût total des actions menées.</p>

	<p>Cette action s'effectue sous la forme d'une intervention de la communauté après signature de convention avec la commune définissant les modalités d'intervention et de facturation des travaux.</p> <p>Aide aux communes pour la réfection des voiries communales.</p> <p>L'aide aux communes pour la réfection des voiries communales consiste dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des travaux et la rédaction du cahier des charges, - l'appel d'offres et le choix des entreprises attributaires, - le suivi et la réception du chantier. <p>Aide aux communes pour l'instruction de documents d'urbanisme.</p>
Actions culturelles et sportives	<p>Les actions culturelles sont celles qui sont organisées par la Communauté.</p> <p>Les actions sportives/loisirs sont celles qui sont organisées par la Communauté.</p> <p>Ces différentes actions sont organisées en concertation avec les communes membres.</p>
Etudes	<p>Etude sur tout sujet pouvant concerner l'évolution de la Communauté.</p> <p>Sont considérées comme études pouvant concerner l'évolution de la communauté, toutes études nécessaires à une prise de décision éclairée des instances communautaires (par exemple de stratégie, de faisabilité, de coûts prévisionnels, d'expertise juridique, d'impact etc...).</p>
Réseaux et services publics locaux de communications électroniques	<p>Dans le cadre des dispositions de l'article 1425-1 du CGCT, la Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires exerce sur son territoire la compétence comprenant selon les cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) L'acquisition de droit d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques ; 2) L'acquisition des infrastructures ou réseaux existants ; 3) La mise des infrastructures ou réseaux à disposition des opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants ; 4) L'offre de services de communications électroniques aux utilisateurs finaux. <p>La communauté peut adhérer à tout type de syndicat en lien avec l'exercice de cette compétence.</p>
Toutes expérimentations	<p>Toute expérimentation proposée dans le cadre du projet de territoire.</p>

Article 3 – Siège

Le siège de la Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires est fixé à **Rambouillet** :

- **Au 22 rue Eiffel pour le siège des services communs de Rambouillet Territoires et**
- **Au 14 rue Eiffel pour le Centre intercommunal d'action sociale abritant également un Relais intercommunal d'assistances maternelles de Rambouillet.**

Article 4 – Composition du Conseil et répartition des Conseillers communautaires

Rambouillet Territoires est administrée par un conseil communautaire composé de conseillers communautaires (67 sièges) selon la répartition suivante :

Ablis : 2 délégués
Allainville-aux-Bois : 1 délégué
Auffargis : 2 délégués
Boinville-Le-Gaillard : 1 délégué
Bonnelles : 1 délégué
Bullion : 2 délégués
Cernay-la-Ville : 1 délégué
Clairefontaine-en-Yvelines : 1 délégué
Emancé : 1 délégué
Gambaiseuil : 1 délégué
Gazeran : 1 délégué
Hermeray : 1 délégué
La Boissière-Ecole : 1 délégué
La Celle-les-Bordes : 1 délégué
Les Bréviaires : 1 délégué
Les Essarts le Roi : 5 délégués
Le Perray-en-Yvelines : 5 délégués
Longvilliers : 1 délégué
Mittainville : 1 délégué
Orcemont : 1 délégué
Orphin : 1 délégué
Orsonville : 1 délégué
Paray-Douaville : 1 délégué
Poigny-la-Forêt : 1 délégué
Ponthévrard : 1 délégué
Prunay-en-Yvelines : 1 délégué
Raizeux : 1 délégué
Rambouillet : 18 délégués
Rocheville-en-Yvelines : 1 délégué
Saint-Arnoult-en-Yvelines : 4 délégués
Saint-Hilarion : 1 délégué
Saint-Léger-en-Yvelines : 1 délégué
Saint-Martin-de-Bréthencourt : 1 délégué
Sainte-Mesme : 1 délégué
Sonchamp : 1 délégué
Vieille-Eglise-en-Yvelines : 1 délégué

Article 5 – Composition du Bureau

Le Bureau comprend le président, des Vice-Présidents et, éventuellement, un ou plusieurs autres membres.

Article 6 – Régime fiscal de la Communauté d'Agglomération

Le régime fiscal de la Communauté d'Agglomération est celui de la fiscalité propre unique.

Article 7 – Fonctions de comptable

Les fonctions de comptable de la Communauté d'Agglomération seront assurées par le comptable du centre des Finances Publiques de Rambouillet.

Article 8 – Mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice des compétences

L'ensemble des biens, droits et obligations de l'établissement public de coopération intercommunale transformé sont transférés au nouvel établissement dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'acte duquel la transformation est issue.

L'ensemble des personnels de l'établissement transformé est réputé relever du nouvel établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

Article 9– Adhésion de la Communauté à un syndicat mixte

L'adhésion de la Communauté à un syndicat mixte est décidée par le Conseil communautaire, statuant à la majorité des 2/3.

Le retrait de la Communauté s'effectue dans les mêmes conditions.

Pour l'élection des délégués de la Communauté au comité du syndicat mixte, le choix du Conseil communautaire peut porter sur :

- L'un de ses membres,
- Ou tout conseiller municipal d'une commune membre.

Article 10 – Adhésion de nouvelles communes à l'EPCI

Le périmètre de la Communauté peut être étendu, par arrêté du représentant de l'Etat, dans les conditions prévues par la loi :

- Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles, l'accord du Conseil de Communauté étant nécessaire,
- Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de la Communauté, l'accord du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire,
- Soit sur l'initiative du représentant de l'Etat, l'accord du Conseil de Communauté et du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire.

chaque conseil municipal dispose de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la(les) nouvelle(s) commune(s), dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de la Communauté d'agglomération. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Les mêmes règles s'appliquent aux conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée, ainsi qu'à l'organe délibérant de la Communauté, lorsqu'il n'est pas à l'origine de l'initiative.

L'admission de nouvelles communes entraîne notamment la mise à disposition par celles-ci des biens et services nécessaires à l'exercice des compétences par la Communauté dans les conditions qui lui sont propres.

Article 11 – Retrait de communes membres de l'EPCI

Une commune peut se retirer de la Communauté avec le consentement de l'organe délibérant de celle-ci. Le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requise pour la création de la communauté.

Le retrait de commune(s) entraîne la réduction du périmètre du Syndicat mixte dont est membre la Communauté. Les conditions financières et patrimoniales du retrait de commune(s) sont déterminées par délibérations concordantes des organes délibérants des commune(s) concernée(s), Syndicat mixte et Communauté. A défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'Etat.

Par dérogation aux dispositions indiquées ci-dessus, une commune peut être autorisée par le représentant de l'Etat, après avis de la commission départementale de coopération intercommunale, à se retirer de la Communauté pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le conseil a accepté la demande d'adhésion. L'avis de la commission départementale de coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.

Le retrait s'effectue dans les conditions fixées par l'article L 5211-25-1 du CGCT.

Article 12– Modifications relatives à l'organisation de l'EPCI

Les modifications statutaires (autres que le transfert de compétences et leurs modifications, que l'admission ou le retrait d'une commune et que celles relatives à la répartition des sièges ou à la dissolution de la Communauté) sont décidées initialement par l'organe délibérant de la Communauté, à la majorité simple.

Article 13– Consultation du conseil municipal concerné

Les décisions du Conseil communautaire dont les effets ne concernent qu'une seule commune membre ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.

S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la Communauté, l'avis est réputé favorable.

Article 14 – Durée de la Communauté

La Communauté est formée pour une durée illimitée.

Article 15– Dissolution (art.L5216-9 du CGCT)

La Communauté est dissoute soit de plein droit lorsqu'elle ne compte plus qu'une seule commune membre, soit par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés.